

Atelier 3 :

Les enjeux qui sous-tendent la justice sociale et le besoin de reconnaissance

Intervenants



Abraham Franssen est professeur ordinaire à l'Université Saint-Louis – Bruxelles ainsi que chargé de cours invité à l'UCL. Ses travaux de recherche, en tant que chercheur et en tant que promoteur, ont porté et portent en particulier sur l'analyse de l'action publique dans le domaine social, de l'emploi, de la jeunesse, du handicap, notamment pour saisir les implications des transformations normatives en cours sur les rôles et les identités professionnelles des agents et sur les trajectoires et expériences des usagers. Il signe la contribution « Au-delà de la connaissance, de la reconnaissance. Au-delà de l'alpha, de l'emploi ? » au sein du livre « Alphabétisation d'adultes. Se former, se transformer ».



Directrice de Lire et Écrire Luxembourg et représentante effective au conseil supérieur de l'Éducation Permanente, **Rita Stilmant** est à l'initiative de la collection La Traversée. Cette collection prend son origine dans le constat qu'il existe peu de livres accessibles aux adultes éloignés de la lecture hormis les livres pour enfants ou pour pré-adolescents. C'est alors sur une demande d'apprenants en formation d'alphabétisation qu'est née l'envie de créer cette collection inédite. Soit une collection d'une vingtaine de livres qui a pour objectif d'offrir à des adultes débutants en lecture des romans écrits sur des thèmes qui les inspirent et leur permettent de prendre du plaisir à lire.



Cet atelier a permis de mieux comprendre les enjeux qui sous-tendent la justice sociale et la manière dont ils sont pris en compte dans les pratiques des Régionales wallonnes de Lire et Écrire.



Au-delà de la connaissance, de la reconnaissance. Au-delà de l'alpha, de l'emploi ?

En lien avec la présentation de la recherche-action, deux constats frappants ressortent en terme de justice sociale :

- La volonté de Lire et Écrire de **faire du collectif**, alors que le vécu de l'analphabétisme, et de manière générale l'exclusion dans notre société, est d'abord vécu de manière individuelle, intime. En effet, là où une série d'épreuves pouvaient être vécues comme des épreuves collectives (parcours scolaire, parcours d'insertion socio-professionnel, vie relationnel, familiale...) il y a encore 20 ans, aujourd'hui, elles tendent à être vécues de manière individuelle presque intime. On voit apparaître la posture du « c'est moi qui n'y suis pas parvenu(e) » avec tous les sentiments de honte, de déclassement qui y sont associés.
- La démarche de Lire et Écrire n'est pas seulement instrumentale ou opératoire (acquérir la compétence de lire et écrire) mais **une démarche plus globale d'intégration dans un collectif**, de construction de la reconnaissance des personnes.



Le concept de l'expérience

Pour éclairer ces deux points plus en détail, le concept théorique d'expérience (François Dubet) peut être un bon point de départ. Cela consiste à dire que l'expérience sociale est tiraillée par au moins trois dimensions :

- **Être plus ou moins intégré dans les rôles sociaux** (parents, travailleurs, membres d'un collectif/d'une communauté) : l'individu peut se sentir plus ou moins intégré dans des collectifs, des institutions qui lui donnent un sentiment d'appartenance car ils partagent des normes, des rôles, des valeurs en commun. Beaucoup de personnes en situation d'analphabétisme vivent en bonne partie une expérience de non intégration, de désaffiliation. Ce qu'on appelle l'« anomie », soit le fait de ne pas maîtriser les codes et les normes pour être intégré dans une série de lieux formels ou informels.
- **La société est de plus en plus un lieu de marché** soit un lieu où les individus sont en compétition pour trouver leur place. Qui dit marché, dit à la fois acquisition de compétences pour jouer le jeu mais aussi avoir les opportunités pour trouver sa place. Là aussi, l'absence de cette compétence socialement exigée de maîtrise de l'écriture et de la lecture conduit à un sentiment d'exclusion voir même de frustration car on n'a pas les outils pour jouer le jeu.
- **La vie sociale est aussi l'espace où chacun d'entre nous se construit** : c'est ce qu'on appelait ce matin la subjectivation, soit le lieu où on trouve du sens, où on construit son identité, où on est épanoui en tant que personne. En d'autres termes, un lieu où on a la possibilité de faire ses choix, de se définir comme personne qui a de la valeur. L'envers de la subjectivation, c'est le sentiment d'être aliéné. On est aliéné quand on se voit soi-même à travers le regard que les autres portent sur nous, quand on est dit plutôt que quand on peut se dire. Une partie de l'expérience des personnes en situation d'exclusion, de manière générale, pas seulement celles en difficulté de lecture et d'écriture, est de se retrouver étiqueter/stigmatiser, d'être réduits au silence ou d'être inaudibles.

En lien avec ces trois dimensions, il est rappelé que la valeur des démarches de Lire et Écrire porte justement sur la création d'un espace de (re)construction: être plus ou moins intégré, acquérir des compétences et trouver du sens/donner de la valeur en tant que personne.

La notion de motivation et l'enjeu de reconnaissance

A côté de ces trois dimensions, la question de la motivation a toute son importance également au niveau de la reconnaissance et de la justice sociale.

En effet, la motivation ne doit pas être perçue comme un élément intrinsèque : on a tendance à dire que la motivation est une condition sine qua non pour apprendre. Il arrive d'entendre des formateurs se plaindre du manque de motivation (exemples : « j'adore mon métier mais si seulement je pouvais avoir des élèves plus motivés », le manque de motivation comme raison des échecs/arrêts du cursus scolaire).

Cependant, comme plusieurs l'observent, notamment dans l'engagement militant, ce n'est pas simplement une question individuelle d'engagement de chacun. C'est aussi la manière dont les collectifs organisent et/ou soutiennent l'engagement, tissent des liens de solidarité, d'échanges... L'acquisition, au sein du groupe, d'un statut social, le plaisir de la sociabilité... sont constitutifs de la motivation.

De ce point de vue-là, le désengagement, le découragement, le décrochage ne sont pas seulement le résultat d'une perte de la motivation de la personne. Ce phénomène doit nous interpeller comme un manque d'efficacité, une expression d'une érosion de ces supports collectifs dans lesquels se construisent l'affiliation des personnes à un espace, un dispositif, etc.



La construction de son identité et les 3 blessures

Tout cela pour dire qu'au-delà de la connaissance de lire et écrire, il y a des enjeux de reconnaissance qui sont centraux. Chacun d'entre nous, pour construire notre identité individuelle, le fait à travers de la reconnaissance des autres. On ne construit pas son identité tout seul et c'est quand on est privé de reconnaissance qu'on le sent passer, que ça fait mal. Et in fine, ça crée des blessures.

Le philosophe Axel Honneth distingue 3 blessures différentes :

- **La perte d'estime de soi (la valeur sociale)** : l'estime de soi, c'est le fait d'avoir un statut plus ou moins valorisé dans le jeu social, la valeur sociale que la personne peut s'accorder. A l'inverse, tous ceux qui ont des statuts dévalorisés, stigmatisés, honteux, ne vont pas pouvoir les mettre en avant comme marqueur social valorisant et cela va se traduire par un manque d'estime de soi.
- **La perte du respect de soi (être traité comme un citoyen à part égal)** : le respect de soi est atteint à chaque fois qu'une personne fait l'expérience d'être considérée comme un citoyen à part entière. A l'inverse, être considéré comme un citoyen de seconde zone amène à une perte du respect de soi. C'est souvent l'expérience que font les personnes en situation d'exclusion dans leur rapport aux institutions : ils doivent bien souvent commencer par s'invalider pour être reconnus (montrer pattes blanches, faire des démarches couteuses moralement...). En d'autres termes, faire face à toutes une série d'exigences qui ne sont pas imposées aux citoyens ordinaires et qui amènent un sentiment chez les personnes exclues de ne pas avoir les mêmes droits que les autres. Ce sont parfois des petites choses (exemple : devoir aller chez le dentiste que le CPAS impose et ne pas avoir le droit de choisir) mais qui ont pour conséquence d'amener à la perte du respect de soi.
- **La perte de la confiance en soi** : c'est le fait de pouvoir parler en « je », de sentir qu'on est une personne aimable. Ça se joue en partie dans le lien interpersonnel, dans le fait de ressentir qu'on compte pour d'autres. D'où l'importance, pour les personnes désaffiliées, de reconstruire cette confiance en soi (se sentir aimable, respectable, estimable). Mais pour se sentir aimable, il faut faire l'expérience d'être aimé et cela ne peut se faire que dans les relations interpersonnelles. Sans perdre de vue que plus on est fragilisé, moins la confiance va en l'institution et plus elle va vers une personne.

On voit ici l'importance d'agir sur ces trois niveaux et surtout d'agir de manière inconditionnelle. Aujourd'hui, l'expérience de la reconnaissance ne peut pas se jouer simplement comme point d'arrivée, comme objectif lointain. L'action sociale d'éducation permanente doit donc commencer par le fait de réchauffer le monde au moment même et pas simplement comme promesse pour l'avenir. Elle doit s'éprouver au moment même. Et une des manières d'y parvenir est en respectant la symétrie dans les relations. Bien sûr, les personnes peuvent avoir des compétences, des rôles différents mais ça ne doit pas empêcher d'être traité de la même manière.

Les enjeux de justice sociale se jouent donc, aujourd'hui, aussi au travers des enjeux de reconnaissance, de reconstruction des conditions d'une reconnaissance.



L'enjeu de l'emploi et l'expérience douloureuse de l'injustice sociale

En Wallonie, il semble que la première motivation pour apprendre à lire et à écrire soit d'abord l'accès ou le maintien à l'emploi. Pourtant, entre l'entame d'une formation en alpha et l'accès effectif à un emploi, il y a encore un gouffre, qui n'est pas souvent comblé. Avec l'enjeu interpellant que plus les personnes sont précarisées, plus elles sont dans l'urgence.

La logique séquentielle, une impasse

La logique d'insertion professionnelle et la logique d'autonomisation doivent être mises en confrontation. On peut d'ailleurs dire que tous les dispositifs qui sont dans des logiques séquentielles (prérequis, avancement étape par étape) amènent un effet de découragement par cette notion d'urgence de la part des personnes précarisées.

La question de l'alpha comme prérequis pour accéder à l'emploi ou à d'autres expériences utiles semble dès lors être une impasse. Elle interpelle le traitement qui est appliqué par les politiques d'emploi et d'insertion socioprofessionnelle quand elles imposent un parcours en plusieurs étapes. On voit donc qu'à côté de la nécessité de réchauffer directement le monde, il y a tout un travail de long terme à mener pour faire bouger les lignes politiques pour plus de justice sociale.

Passer de la logique d'activation à la logique d'accompagnement

A côté de cette logique séquentielle, il ne faut pas oublier que parmi les éléments qui mettent à mal la justice sociale, il y a le fait qu'on est dans une société de l'activation. Avec deux grands points d'attention pour les travailleurs sociaux et l'accompagnement de nos publics :

- **La prise en compte des apprenants venant sous la contrainte**

C'est-à-dire, le fait qu'il y a cette injonction formelle qui existe pour les apprenants et la condition sinon qu'a non de devoir aller apprendre le français / apprendre à lire et écrire pour obtenir l'accès à leurs droits (exemple, avoir droit au revenu d'intégration sociale dans les trajectoires d'intégration, avoir droit aux allocations de chômage, etc.). Dans les faits, ces personnes sont de plus en plus nombreuses et face à un public comme celui-là qui vient sous contrainte et sans forcément de motivation personnelle, d'énormes questions éthiques se posent pour les travailleurs sociaux en matière de reconnaissance et de droits.

Face à ces réalités, tout l'enjeu pour les associations est d'arriver à inverser la logique, à faire en sorte que malgré cette injonction, les apprenants finissent par en tirer un bénéfice personnel. Cela peut passer par :

- Le dialogue entre le formateur et la personne : en premier lieu par la reconnaissance de cette contrainte, cette injonction de la part du travailleur social. Ensuite par un dialogue entre le travailleur et la personne, pour aborder le champ de valeurs de l'association (même si nous ne sommes pas d'accord avec ce processus, il faut -si la personne veut garder ses droits- entrer en formation).
- Mettre le sujet en débat au sein du groupe : travailler ces dimensions-là en renversant le paradigme et en invitant/ en encourageant les personnes qui souhaitent se saisir de ces questions-là à construire des interpellations sur le plan plus politique avec le soutien du Mouvement Lire et Écrire.
- Il faut garder en tête aussi que la motivation évolue au fil du temps, on peut entrer en formation pour une raison et y rester ensuite pour une autre. La particularité de Lire et Écrire, dans sa démarche d'accueil et de suivi pédagogique, fait que ce collectif crée des possibles, crée de la solidarité qui peut amener à la motivation malgré l'injonction de base (et même si c'est difficile).



- *L'importance de la collaboration avec les opérateurs (Forem, CPAS...)* : quand on parle des dispositifs, tels que les PIIS (plan individuel d'intégration sociale) par exemple, la convention en tant que telle n'est pas forcément une mauvaise chose. Ce qui ne va pas, c'est la manière dont ces dispositifs sont travaillés avec les personnes et qui amène à se retrouver dans des contextes d'injonction et de contrainte. Les Régionales constatent que ces dispositifs ne sont pas nécessairement concertés avec les personnes en question : ces dernières ne comprennent même pas les différents éléments auxquels elles doivent se conformer quand elles sont dans ce type de convention. On voit disparaître petit à petit le social de tous ces dispositifs au profit de l'activation. Par rapport à ça, il y a un enjeu à aller sensibiliser les services locaux de première ligne, d'une part, et d'autre part, l'institutionnel et le politique pour une meilleure prise en compte de la réalité des personnes (ne pas imposer à quelqu'un qui a des compétences de base assez faible de se mettre en recherche active d'emploi avec une demande de fournir au moins 20 preuves de cette recherche tous les mois) et qu'ils laissent la possibilité pour que des choix soient posés.

Les choses commencent à bouger notamment au niveau politique. On entend de plus en plus parler qu'il faut inverser la logique. Exemples : la notion de garantie jeunes en Wallonie ou encore la garantie solution à Bruxelles.

Néanmoins, c'est facile à dire, mais beaucoup moins à mettre en œuvre pour garantir une solution à chacun. On le voit notamment dans le cadre de la garantie solution à Bruxelles : les analphabètes auront 2 ans pour avoir une garantie solution. Cependant, quand on y regarde de plus près, la formation (test d'entrée), la validation des compétences et la reprise des études sont inaccessibles pour les personnes analphabètes ! Il n'y a donc, en réalité, qu'une seule solution possible : l'emploi. Et souvent de l'emploi précaire (intérim, mi-temps, CDD...).

Pourtant, des opportunités/pistes de solutions peuvent être envisagées. C'est le cas pour la formation, par exemple. Il y a trois ans, Forem formation a laissé tomber les tests d'entrée à une formation car ils avaient du mal à remplir leur groupe. On voit donc que le frein se situe surtout au niveau des décisions stratégiques et politiques.

Cet exemple met en avant la raison pour laquelle Lire et Écrire milite pour faire évoluer les choses afin de ne plus avoir des parcours linéaires. Les personnes doivent être envisagées dans leur complexité, leurs compétences effectives, leurs expériences effectives et que celles-ci soient mise en valeur afin de pouvoir avoir accès à une solution. Toute une réflexion est menée au sein des Régionales wallonnes autour des formations concomitantes afin de rencontrer ces enjeux.

- **La notion de sanction et l'importance de sortir de la notion d'anthropologie disjonctive**

La notion de sanction a souvent été dénoncée par les associations. Au lieu de sanctionner, réfléchissons à la qualité des réponses qu'on peut donner aux enjeux rencontrés par les personnes. Si la réponse est de qualité et si on tient la promesse qui y est liée, même si c'est sous forme d'injonction ("*vous devez apprendre à lire et à écrire parce que c'est une des conditions de la participation à la vie sociale*"), cela peut avoir du sens.

Sortons du sentiment parfois éprouvé qu'en tant qu'agent social, on se sent presque obligé de s'excuser d'être les agents de l'ordre. Si on l'assume positivement, c'est un discours qui peut toucher. C'est le débat de la présentation de ce matin sur la notion du cadre.

Un dernier élément à garder en tête : tout le système dont nous héritons est construit sur l'anthropologie binaire, on est l'un ou l'autre, on est malade ou bien-portant, on est chômeur ou travailleur... Ce qu'on voit maintenant, au niveau des expériences et réalité de terrain, c'est le brouillage des frontières de ces perceptions (les personnes qui n'entrent pas dans les cases, par exemple).



Il y a donc un enjeu de passer de cette anthropologie disjonctive (on est l'un ou l'autre et on entre dans une case) à admettre qu'on peut être l'un et l'autre.

Exemple : les personnes qui sont au chômage longue durée et qui cumulaient leurs allocations de chômage avec quelques prestations ALE et parfois du travail « au noir ». Avec cette combinaison, elles arrivaient à se débrouiller. Suite à la réforme des allocations de chômage de 2015, ces personnes se sont retrouvées exclues. Au lieu de simplifier les choses, cette réforme a complexifié certaines réalités. Une autre approche serait de prendre en compte les possibilités qui existent entre le « tout à l'emploi » et le « rien du tout à l'emploi ». Mais c'est un débat philosophique et politique.

Les enjeux de justice sociale et de reconnaissance au sein des pratiques de Lire et Écrire

En tant qu'acteurs de terrain, Lire et Écrire essaye de s'inscrire dans cette idée de réchauffer le monde directement. Néanmoins, il est difficile voire impossible de dresser un constat et un portrait idyllique du contexte dans lequel les Régionales de Lire et Écrire évoluent, surtout lorsqu'on parle de reconnaissance et de justice sociale.

Le constat, aujourd'hui, est sans appel : on en est particulièrement loin. Il est d'ailleurs assez interpellant de se rendre compte d'une part, à quel point les constats étaient déjà complexes et alarmants lorsque l'ouvrage "*Alphabétisation d'adulte. Se former, se transformer*" a été publié et, d'autre part, combien, aujourd'hui, on est encore davantage mis en difficulté par les politiques et les choix qui sont posés dans le cadre du modèle sociétal qui encadre l'action de Lire et Écrire à l'heure actuelle.

La question de la fracture numérique

Un défi actuel qui touche à cette notion de justice sociale et de reconnaissance est la question de la fracture numérique.

Cette question occupe Lire et Écrire à plusieurs niveaux :

- Dans les échanges que les formateurs ont tenté de conserver avec les apprenants durant les périodes de confinements successifs.
- Dans les rapports que la population, en ce compris les personnes en situation d'analphabétisme et d'illettrisme, est appelée à avoir avec les services de première ligne.

On remarque qu'aujourd'hui, dans la plupart des institutions, tout a été digitalisé (sans avoir de chiffres objectifs mais sur base des constats de terrain). Toutes les communications passent par des plateformes qui exigent la maîtrise des mails, d'interfaces numériques, etc. Ces réalités éloignent, toujours davantage, les personnes en difficulté de lecture et d'écriture de ce sentiment de justice. En effet, les apprenants se sentent particulièrement réifiés sur les terrains sociétaux, avec une confiscation de l'accès à toute une série de droits.

Exemple : s'inscrire comme demandeur d'emploi est devenu un réel parcours du combattant avec la conséquence que toute une série de personnes n'ont plus la possibilité ou très difficilement de s'inscrire comme demandeur d'emploi.

Ces processus, déjà en cours de construction avant la pandémie, se sont accentués, systématisés. On voit apparaître un certain nombre de conséquences dû à cette accélération de l'exclusion :

- **pour les apprenants eux-mêmes** : en termes de **prise en compte**, de **reconnaissance**, de place qu'ils ont la possibilité ou pas d'occuper dans la société. Société qui devrait être celle de tous, mais qui l'est de moins en moins et qui accélère le concept d'aliénation.



- pour **Lire et Écrire** : il y a une **transformation du travail de base** des acteurs de terrain qui amène son lot de questions de sens et de légitimité. On voit ainsi apparaître un renforcement et une transformation du travail des Régionales qui sont appelées d'une part à rassurer, sécuriser encore davantage les apprenants et, d'autre part, qui sont aussi appelés, par défaut et bien malgré eux, à partiellement s'éloigner de leurs missions pour pouvoir venir en appui, soutenir toutes les démarches que sont amenés à faire les apprenants que ce soit vis-à-vis du Forem, des CPAS, d'organismes bancaires etc.

Cette digitalisation a donc pour conséquence d'entraver de plus en plus souvent tout le travail mené par Lire et Écrire avec les apprenants, par la mise en œuvre de toute une série de pratiques et de processus qui rendent les démarches de plus en plus complexes pour les publics en alphabétisation. Les travailleurs du social se retrouvent alors constamment en tension entre des valeurs très fortes qu'ils portent et le système qui est de plus en plus excluant avec les nouveaux outils, nouvelles démarches.

Les formations alpha de Lire et Écrire, un premier sas d'expérimentation de justice sociale

Toutes ces difficultés montrent qu'aujourd'hui, les personnes analphabètes sont en difficulté dans leur capacité à avoir une place et faire société. Ces réalités questionnent fortement les travailleurs de Lire et Écrire dans les pratiques qu'ils mettent en place par rapport à la manière de travailler :

- à soutenir le renforcement de l'estime de soi, le respect de soi, et pouvoir passer d'un sentiment de réification à un sentiment de subjectivation;
- le rapport à l'autre et renforcer le travail du collectif. Les groupes de formation au sein de Lire et Écrire sont ainsi perçus par les Régionales comme un premier sas d'expérimentation de justice sociale pour permettre aux apprenants d'imaginer que d'autres possibilités sont envisageables dans la société.

Plusieurs exemples par rapport à ces pratiques :

- Dans le cadre du parcours d'apprentissage chez Lire et Écrire, l'objectif est de **faire évoluer le rapport aidé-aidant** que vivent les personnes en difficulté de lecture et d'écriture. Progressivement, les apprenants vont ainsi avoir la possibilité de vivre et d'endosser l'identité de quelqu'un qui va pouvoir aider à son tour. Ce qui va contribuer à réparer les blessures identitaires.
- Depuis une dizaine d'années déjà, Lire et Écrire Luxembourg mène une expérience développée à partir des besoins exprimés des apprenants : pouvoir bénéficier de livres qui leur parlent. A travers tout ce processus auquel les apprenants ont été étroitement associés dès le départ, Lire et Écrire Luxembourg s'est rendu compte de **la pertinence de la place qui leur est donnée en tant qu'experts**. Cette plus-value a permis d'aboutir à la réalisation (avec des écrivains de la Fédération Wallonie-Bruxelles) et à la validation d'ouvrages formellement accessibles à des publics éloignés de la lecture et de la littérature. Ce projet a amené, par la suite, plusieurs apprenants à **se rendre compte de leur pouvoir d'agir**. Sur base de cette expérience, ils ont développé un projet de rencontres et d'interpellations de l'enseignement spécialisé dont ils sont issus.
- Le constat de **l'importance de la dynamique de groupe** a été mis en avant lorsqu'il a été possible de reprendre les formations en présentiel : les apprenants étaient enthousiastes et favorables à reprendre un travail en présentiel et en collectif. Ils ont vraiment mis en avant la volonté de retrouver les autres, d'échanger, de partager et de se sentir appartenir à un groupe, de se construire à partir de cette dynamique et des réalités identifiées comme communes (en termes de difficultés partagées et de complexités au quotidien). Cet exemple démontre l'importance de continuer à travailler avec les apprenants de manière à ce qu'ils découvrent/continuent à se rendre compte de leur « pouvoir d'agir collectif ».



On voit, à travers ces exemples, se jouer toute une série d'éléments qui sont fondamentaux en termes de justice sociale et de reconnaissance. Il y a un enjeu important à accentuer ces expériences positives, collectives, de projets (parfois de long terme) qui permettent aux personnes de développer cette estime de soi, de faire l'expérience d'une place possible au sein du groupe (de faire société) et ensuite de pouvoir transposer ces expériences à l'extérieur.

En conclusion, on voit à travers tous ces échanges que la tâche est importante et que, malgré le contexte très interpellant, des possibilités existent. Mais cela demande de réinterroger constamment les pratiques que les Régionales ont la possibilité de mener avec les apprenants, qui ont une identité davantage altérée dans le contexte qu'on connaît aujourd'hui.

